

Déclaration du mouvement syndical international à l'égard de la situation en Catalogne

Les syndicats et les syndicalistes signataires de cette déclaration, qui représentent des millions de travailleurs dans les cinq continents, souhaitent publier cette déclaration au sujet des événements qui ont eu lieu au cours des dernières semaines en Catalogne.

Nous manifestons notre rejet de la sentence de la Cour Suprême espagnole contre les chefs du mouvement indépendantiste de la Catalogne. Cette sentence a condamné les membres du gouvernement catalan démocratiquement élus, le président du parlement catalan et les présidents des mouvements sociaux catalans à des peines comprises entre 9 et 13 ans de prison. En même temps nous dénonçons la persécution juridique contre ceux ayant des responsabilités politiques et institutionnelles qui ont pris le chemin de l'exil. Tout cela, seulement pour avoir revendiqué le droit de vote du peuple catalan, comme ils l'avaient promis dans les programmes électoraux avec lesquels ils ont été élus.

Nous dénonçons la répression de la police d'État espagnole contre le mouvement catalan pour le droit à l'autodétermination qui, pendant ces dernières années, a démontré son caractère démocratique et non-violent. Plus de 600 personnes blessées et plus de 200 arrêtées lors des manifestations contre la sentence, sont des chiffres qui, partout dans le monde, ne peuvent pas laisser indifférents.

Les syndicats et les syndicalistes signataires de cette déclaration sont inquiets surtout pour la régression qui est en train de se produire dans l'État espagnol en matière de liberté et de droits fondamentaux et pour la criminalisation de la protestation et de la dissidence. La sentence contre les jeunes de Altsasu, au Pays basque, la criminalisation de chanteurs rap, d'écrivains, de peintres, de journalistes et de comédiens, la criminalisation de la lutte syndicale sous la menace d'années de prison qui pèse sur les syndicalistes pour leur travail, tout cela marque une escalade inquiétante de la limitation des droits démocratiques et de la liberté d'expression. En même temps, on l'observe que des groupes fascistes sont descendus dans la rue et ont exercé la violence dans l'impunité la plus totale.

Pour tout cela, les organisations et les individus signataires de ce document souhaitent affirmer que le peuple Catalan a le droit de libre détermination et de pouvoir décider librement et démocratiquement de son avenir, droit reconnu par les organisations internationales. C'est pourquoi, face à la répression et à la persécution juridique du mouvement indépendantiste, nous croyons qu'une ouverture du dialogue est nécessaire ainsi qu'une négociation entre les parties fondée sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination de la Catalogne.

Nous demandons la libération des prisonniers et des prisonnières politiques et, dans les espaces et les rôles qui sont les nôtres, nous favoriserons et nous adhérons aux initiatives de dialogue et de négociation politique visant la résolution du conflit de nature politique qui existe entre la Catalogne et l'État espagnol.

Initiative syndicale pour la démocratie en Catalogne